

Haut-Ogooué/Franceville/Programme de développement

Le plan de développement de la Mpassa au cœur de l'atelier Art-Gold

N.O.
Franceville/Gabon

LE Programme d'appui aux réseaux territoriaux pour la gouvernance locale et le développement (Art Gold), coordonné dans la zone du Haut-Ogooué par Sami Etienne Kambire, a organisé tout récemment un atelier thématique sur le processus d'élaboration du plan de développement du département de la Mpassa, au siège du conseil départemental de la Mpassa, sous la direction du président du groupe de travail provincial, Sylvain Mayene.

Ces assises se sont déroulées en présence du préfet de la Mpassa, Charles Gustave Yvon Poyo, du président du conseil départemental Edouard Pouta, par ailleurs membres du comité provincial Art Gold, des membres et de quelques responsables d'institutions concernées, telles que la santé et l'éducation nationale. Cet atelier avait pour objectif d'aider le conseil départemental de la Mpassa à élaborer son plan de développement local, en s'appuyant sur un état de lieux des villages composant les quatre cantons du département. Ces travaux, qui dev-

vraient s'étendre sur une semaine, permettront d'étudier minutieusement les cas spécifiques des villages en difficultés. A cet effet, les membres de ce programme se sont répartis en sept groupes représentant les différentes thématiques soumises à leur étude. La décentralisation a permis en amont de décaler la faible prise en charge des auxiliaires de commandement, l'absence d'un chef de canton à Léconi, etc. Sur le plan du développement économique local, les participants ont mis en évidence le manque d'encadrement et de formation des

producteurs et opérateurs économiques, l'insuffisance des moyens de transport, l'absence de marchés inter-villages, la carence de réseau électrique dans le canton Léconi et Mvouna, en envisageant bien évidemment des solutions. Concernant la question liée à l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, il a été remarqué une insuffisance des salles de classe, et l'état de vétusté de la plupart d'entre elles, à Moupia et Benguia, notamment dans le pré-primaire ainsi que l'absence d'électricité dans les écoles primaires. La santé et le bien-être so-

cial ont occupé une place de choix dans les préoccupations évoquées, au regard bien évidemment de l'insuffisance des structures sanitaires, du personnel qualifié, des médicaments, etc. Les questions sur l'environnement, l'insuffisance du réseau électrique et d'hydraulique villageoise, le manque de cimetières communaux dans les villages, le mauvais état de certaines voies secondaires n'ont pas été éludées. Il en est de même de l'étude de la culture, du sport et des loisirs. Un bref regard sur ces aspects a permis de déceler plusieurs insuffisances : manque d'infrastructures

culturelles, sportives et de loisirs, le musée départemental des arts et de la culture faisant défaut, l'absence de soutien aux artistes, la non-valorisation des sites touristiques et éco-touristiques. L'étude entreprise par un des groupes de travail devra permettre d'améliorer la prise en charge des personnes vulnérables et favoriser leur accès aux services sociaux de base. Au bout du compte, le groupe provincial Art Gold soumettra à l'appréciation du programme national des solutions idoines pour le développement global de la Mpassa.

Ngounié/Département de la Louetsi-Wano/Lébamba/Ouvrages d'art

Le pont sur la Louetsi, une nécessité



Le vieux radeau mécanique qui rend tant bien que mal des services à la population.



Ici, lors de la longue et pénible traversée.



La rivière Louetsi sur laquelle le pont devrait être construit.

Isaac MUKETA MUELE
Ngounié/Gabon

Le radeau métallique qui assure actuellement la traversée entre les deux rives des biens et des personnes ne répond plus aux exigences du moment. Surtout que ses défaillances mécaniques répétées ont souvent occasionné des accidents, allant jusqu'à des pertes en vies humaines.

LES populations de Lébamba, particulièrement celles des villages Idembe

et Mabanga attendent, depuis belle lurette, la construction d'un pont en amont sur la rivière Louetsi au niveau du village Massaba. En effet, après la réalisation des ponts de la Biroundou, Bikaghela et de Mamba par la société espagnole Acciona en 2009, elles ont nourri l'espoir de voir leurs préoccupations prises en compte par les pouvoirs publics en bénéficiant aussi d'un bel ouvrage d'art beaucoup plus pratique que ce vieux radeau manuel. Force est de reconnaître

que le radeau métallique, qui assure actuellement la traversée, ne répond plus aux exigences de ces temps modernes. Il est tiré manuellement par un passeur recruté sur place par le conseil départemental de Lébamba à l'aide d'un câble fixé de part et d'autre du cours d'eau. Ce mode de fonctionnement de l'engin est non seulement très pénible pour celui commis à cette tâche, mais ne rend pas la circulation fluide. Car, les usagers sont souvent contraints d'attendre de longues heures avant l'arrivée du radeau. Et s'ils sont

embarqués, ils devront encore passer au moins une heure de navigation. L'exercice est fort difficile à vivre tant pour l'agent passeur qui reste là toute la journée que pour les différentes populations en transit. Pis, lorsque ce radeau est en panne, la circulation des biens et des personnes dans cette zone du département est quasiment coupée. A cela, s'ajoutent les défaillances mécaniques répétées du radeau qui ont occasionné par le passé de graves accidents. On ne compte plus le nombre de véhicules et leurs mar-

chandises engloutis dans les eaux de la rivière Louetsi. Aujourd'hui, les populations des villages Idembe, Mabanga et les environs ne comptent plus les promesses non tenues des hommes politiques. Dans leurs discours, combien de fois n'ont-ils pas annoncé par exemple que l'axe routier à partir des villages Kanda, Idembe, en passant par Mabanga et Nzenzele serait ouvert et que des ponts sur tous les cours d'eau qui s'y trouvent devraient être construits ? Pourtant, si les différents

programmes des travaux publics de la province de la Ngounié ou de la sous-région prenaient en compte ces réalisations, cela désenclaverait tous les villages de cette partie du département de la Louetsi-Wano qui constituent les mères nourricières du chef-lieu, Lébamba, en matière de ravitaillement en denrées alimentaires. "Notre souhait collectif, c'est de voir un jour ce pont être construit pour remplacer le bac métallique qui nous fait beaucoup de tort", a clamé Paul Mouketa, le chef du village d'Idembe.

Moyen-Ogooué/Lambaréné/Responsabilité sociétale des entreprises

Don de médicaments aux populations

JVE sur les notes de MJA
Libreville/Gabon

Soucieuses de la responsabilité sociétale qui incombe aux entreprises, les maisons d'assurances SCG-Ré et Ghana Re ont, récemment, initié une excursion d'une semaine dans la ville de Lambaréné, afin de réfléchir sur la thématique « Assurance décès : Souscription, Gestion et Aspects Marketing ».

ÉTALÉ sur une semaine, le séminaire de formation à l'endroit des assureurs, des courtiers, des régulateurs, contrôleurs et banquiers du marché de l'assurance, animé par les maisons SCG-Ré et Ghana Re, sur le thème : "Assurance décès : Souscription, Gestion et Aspects Marketing", était l'occasion non seulement de sensibiliser sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE), mais également d'œuvrer pour le bien-être des populations de la ville de Lambaréné.

En effet, les responsables des deux structures ont fait un important don de médicaments au dispensaire du quartier Atsie, dans le 2e arrondissement dans le but d'illustrer la thématique exploitée. En présence du maire de l'arrondissement, Janvier Nguema Mboumba, du directeur régional de la Santé et des responsables dudit dispensaire. Après avoir expliqué leur rôle principal, en tant qu'entreprises de réassurance, les responsables de SCG-Ré et Ghana Re ont précisé que

s'il est vrai que leurs sociétés est de faire du profit, il n'en demeure pas moins qu'elles aient à cœur le rôle social qui leur incombe. Pour l'administrateur-directeur général de la SCG-Ré, Andrew Gwodock, ce don est une déclinaison pour l'entreprise des concepts de développement durable, intégrant les trois piliers : environnementaux, sociaux, et économiques. Estimant que, chaque entreprise citoyenne évoluant dans un environnement, a le devoir de s'impliquer naturelle-



Les assureurs remettant symboliquement le don de médicament

ment pour ces questions, qui ont vocation d'apporter un peu plus d'équité voire

un regard humain, d'entraide et de solidarité à l'égard de son prochain.